Communiqué de presse

Conseil communal d'Ottignies-Louvain-la-Neuve

Motion GAZA : l'occasion manquée de dénoncer l'innommable

Alors que le conflit à Gaza continue de faire des ravages humains, le conseil communal d'Ottignies-Louvain-la-Neuve du 23 juin n'est pas parvenu à s'accorder sur une motion commune de soutien au peuple palestinien. Malgré plusieurs jours de discussion, deux textes distincts ont été soumis au vote, révélant des divergences de fond entre la minorité et la majorité sur la manière de qualifier les événements, ainsi que sur les mesures concrètes à prendre — notamment l'appel à des sanctions s'appuyant sur le droit international. Décryptage.

Faire de la politique, c'est parfois avoir des différences d'opinion. Si un réel travail d'écoute et d'amendements a eu lieu dans les jours précédant le conseil, la majorité Impulsion C ne nous a transmis une version finale du texte qu'en début de séance de conseil communal. Elle ne reprenait qu'une partie de nos amendements. Après concertation lors d'une suspension de séance, nous, minorité Ecolo-PS-Kayoux, avons estimé cette motion trop timide et insuffisante face à l'ampleur du drame en cours.

Malgré une prétendue volonté de dénoncer les violences, la motion d'Impulsion C évite délibérément l'essentiel : les actes commis par l'État d'Israël à Gaza présentent les caractéristiques d'un génocide en cours. Ce constat est aujourd'hui confirmé sans équivoque par plusieurs experts des Nations Unies, des juristes internationaux, ainsi que par la Cour internationale de Justice, qui a validé la recevabilité des accusations de génocide contre Israël.

Or, la Belgique a ratifié la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, qui oblige les États à prendre des mesures concrètes contre les responsables de tels actes. Dans ce contexte, le silence ou la modération politique ne sont plus acceptables : ils relèvent de la complicité.

Par ailleurs, la motion de la majorité présente le conflit comme s'il avait commencé le 7 octobre 2023, effaçant toute l'histoire coloniale du conflit israélo-palestinien. Or, la tragédie palestinienne ne commence pas en 2023, mais en 1948, avec la Nakba, l'occupation et l'exil de centaines de milliers de Palestiniens. Toute lecture qui occulte cette réalité est politiquement et historiquement inacceptable.

C'est pourquoi nous avons déposé notre propre motion : claire, ancrée dans le droit international, qui nomme le génocide, reconnaît la responsabilité de l'État d'Israël et appelle la Belgique à respecter ses engagements internationaux.

Ce n'est pas une question de formulation ni de compromis entre partis. C'est une question de principes, de vérité et de justice. Nous ne céderons pas sur ces points fondamentaux. Pas au prix de la mémoire, pas au prix du droit, et surtout pas au prix de vies humaines.

Aujourd'hui, alors que près de 650 jours de bombardements frappent une population innocente, nous avons jugé nécessaire de concentrer nos efforts sur des actions capables d'arrêter la folie du gouvernement israélien. Nous avons proposé de soutenir des sanctions concrètes, comme un embargo sur les armes, cela n'a pas été accepté. De même pour l'interdiction d'importer sur le sol belge des produits issus des colonies israéliennes — position pourtant soutenue par notre Ministre des Affaires étrangères ce lundi à l'Europe — cela n'a pas été accepté.

Nous aurions souhaité trouver un compromis courageux, d'autant plus que le terreau de notre commune y semblait propice. Malheureusement, la réalité est implacable : en 24 heures, 120 Palestiniens ont été tués ; 97 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire, dont 12 % en risque de famine aggravée, avec un risque de mort imminent. Et dans notre commune, la majorité n'a pas eu le courage de dénoncer un génocide ni de proposer des sanctions pour tenter d'y mettre fin.

Contacts presse :

J. Chantry (Ecolo) 0471 80 05 63 | A. Ben El Mostapha (PS) 0475 84 01 05 | R. Buxant (Kayoux) 0496 50 67 42